



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CIRON SA - Barsac

**USINE DU MOULIN de PERNAUD
33720 Barsac**

Références : 2026_UD33_CRA_162
Code AIOT : 0005200317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement CIRON SA - Barsac implanté Usine du Moulin de Pernaud B.P. N° 36 33720 Barsac. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site CIRON de Barsac a été impacté par la crue du cours d'eau Le Ciron du 13 au 20 février 2026. L'inspection du 16 février 2026 a donné lieu à un arrêté de mesures d'urgence signé le 17 février 2026.

L'inspection du 25 février avait pour objectif de vérifier le retour à la normale de l'état du site ainsi que la conformité à l'arrêté de mesures d'urgence pour permettre le redémarrage de l'activité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIRON SA - Barsac
- Usine du Moulin de Pernaud B.P. N° 36 33720 Barsac
- Code AIOT : 0005200317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site CIRON (groupe CHIMIGET), créé en 1967, est spécialisé dans la production et la vente de produits chimiques qui se répartissent en 4 activités principales :

- le négoce, sans reconditionnement ;
- le conditionnement, qui comprend notamment la dénaturation de l'alcool ;
- le mélange et la formulation de produits ;
- et des activités spécifiques, notamment l'atelier de formulation de polymère (POLYMIR) et le développement de gammes pour les loisirs créatifs.

Les produits mis en œuvre et stockés sur le site sont donc :

- des solvants organiques,
- des liquides inflammables,
- des alcools,
- de la lessive de soude,
- des acides,
- de l'hypochlorite de sodium (javel),
- des produits divers dédiés au traitement de l'eau,
- des résines et poudres diverses.

Compte tenu de la nature des produits stockés et manipulés sur le site, les risques sont essentiellement l'incendie et la dispersion de substances toxiques, ainsi que les réactions liées aux mélanges de substances incompatibles.

Le site est classé SEVESO seuil bas par la règle du cumul et est soumis à enregistrement pour la rubrique 4331 relative au stockage de liquides inflammables et à autorisation au titre de la rubrique 4130 pour des substances toxiques de catégorie 3. L'exploitation du site a été autorisée en 1967 et est encadrée par différents arrêtés préfectoraux . Les conditions d'exploitation ont été actualisées et sont fixées, notamment, par l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2016.

Thèmes de l'inspection :

- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté la présence de GRV de chlorures féériques en dehors de toute rétention. L'exploitant a indiqué que ces GRV devaient être évacués dans la journée. Même si c'est le cas, tout stockage de produits pouvant provoquer une pollution doit être stocké sur rétention.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Analyse du retour d'expérience de l'événement	Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Restriction d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 2	Sans objet
2	Mesures immédiates conservatoires	Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 3	Sans objet
3	Remise en service	Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la décrue du Ciron est effective et que les mesures prescrites pour reprendre l'activité ont été mises en œuvre par l'exploitant.

Néanmoins, l'exploitant n'aurait pas dû recevoir de nouveau des produits chimiques tant que les mesures prises pour la reprise d'activité n'avaient pas été effectuées. Cette non conformité a été soulignée lors de l'inspection auprès de l'exploitant.

Compte tenu des constats, les articles 2, 3, 4 de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence en date du 17/02/2026 sont respectés. Il appartient à l'exploitant avant le 17 mai 2026 de transmettre à l'inspection l'analyse du retour d'expérience de l'événement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Restriction d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Restriction d'activité
Prescription contrôlée :
Les activités de réception de produits chimiques et de reconditionnement de la société CIRON à Barsac sont mises à l'arrêt. Les conditions de redémarrage de ces activités sont fixées à l'article 4.

Constats :

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que les activités de conditionnement de liquides inflammables, d'acides et de bases du site étaient arrêtées.

L'exploitant a évacué 3 camions de GRV de liquides inflammables chez la société COQUELLE qui loue une cellule de liquides inflammables dans un entrepôt soumis notamment à enregistrement au titre de la rubrique 1510 (stockage de matières combustibles) et à déclaration au titre de la rubrique 4331 (stockage de liquides inflammables de catégories 2 et 3) sur la commune d'Ayguemorte-Les-Graves. L'exploitant dispose des bordereaux de cette élimination. Les liquides inflammables, les acides, les produits basiques et l'ammoniac, stockés dans des réservoirs et/ou dans des GRV en hauteur n'ont pas été évacués du site.

Depuis la décrue du Ciron, une partie des GRV de liquides inflammables ont été repris sur le site ce qui représente une non conformité puisqu'il était indiqué dans la prescription ci-dessus que *"les activités de réception de produits chimiques et de reconditionnement de la société CIRON à Barsac sont mises à l'arrêt et que les conditions de redémarrage de ces activités sont fixées à l'article 4."* Or, les conditions de redémarrage n'étaient pas conformes à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17/02/2026 (bassin de confinement non vidé notamment).

Néanmoins, depuis l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que les conditions de redémarrage sont conformes à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17/02/2026. L'inspection des installations classées ne propose donc pas de suites administratives et pénales à l'encontre de la société CIRON.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures immédiates conservatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures immédiates conservatoires

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures conservatoires du présent article. Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

3.1 Surveillance du site

L'exploitant procède sans délai à la mise en sécurité immédiate du site. Tant que les dispositifs de protection et de surveillance du site (système de détection incendie, système de vidéosurveillance, moyens de défense contre l'incendie) ne sont pas rétablis dans leur état initial, l'exploitant assure une présence physique permanente la journée et par ronde la nuit sur site en complément des dispositifs qui demeurent opérationnels.

3.2 Équipements ou matériels nécessitant une mise en sécurité urgente

L'exploitant met en place les dispositions nécessaires pour éviter de tout déversement de produits ou de matériels frottants à l'extérieur du site.

Les stockages de produits chimiques en contenants mobiles ne disposant pas de rétention conforme à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 doivent être évacués du site sous 24h. L'exploitant justifie que cette évacuation est réalisée vers un site industriel dûment autorisé à recevoir ces produits.

Dès que possible et au plus tard au moment de la décrue, l'ensemble des capacités de rétention des stockages du site doivent être vidangées. L'exploitant réalise préalablement une vérification de l'absence de pollution.

Dans le cas où les eaux présentent une pollution, elles sont évacuées vers une filière d'élimination dûment autorisée.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que :

- d'après l'exploitant, le transformateur et l'arrivée de gaz avaient été coupés durant une journée et une nuit, jusqu'à la baisse des eaux sur le site ;
- qu'en l'absence des dispositifs de protection et de surveillance du site, une personne physique était présente sur le site la journée y compris le week-end, et que des rondes ont été effectuées les nuits. L'attestation de ces rondes a été fournie lors de l'inspection ;

- l'exploitant déclare que l'inondation et la décrue n'ont pas générées de déversements ou de matériels flottants à l'extérieur du site. Par sondage, lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de déversements de produits ou de matériels flottants

;

- que des stockages de liquides inflammables en contenants mobiles ne disposant pas de rétention conforme à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ont été évacués du site vers la société COQUELLE qui loue une cellule d'un entrepôt pouvant recevoir des liquides inflammables en quantité inférieure à 100 tonnes en date du 17/02/2026 ;

- que les capacités de rétention ont été vidangées après analyses. Les résultats des analyses ont été vérifiés lors de l'inspection. Ils n'ont pas mis en évidence de pollution de ces eaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Remise en service

Prescription contrôlée :

La remise en service des activités du site visées à l'article 2 est subordonnée à une décrue complète des eaux du Ciron sur le site de Barsac et à la remise d'un dossier attestant de la remise en état de l'installation en toute sécurité et dans les règles de l'arrêté d'autorisation du site notamment :

- la vérification et la justification du bon état des installations électriques de l'ensemble du site,

- la vérification et la justification du bon état de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie,
- la vidange complète, après vérification de la qualité des eaux, de l'ensemble des rétentions des capacités de stockage du site et un examen de l'intégrité des rétentions ayant subi la montée des eaux du Ciron,
- la remise en fonctionnement des bassins de collecte des eaux pluviales et des eaux incendie ainsi que le traitement de ces eaux avant rejet au Ciron,
- la réparation des installations endommagées concourant à la sécurité du site,

La décision relative à la remise en service de ces activités interviendra à l'issue de l'analyse, par l'inspection des installations classées, des éléments fournis par l'exploitant. .

À défaut, la mesure prévue à l'article R. 512-70 du code de l'Environnement pourra être prononcée par le Préfet.

Constats :

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté :

- la décrue du CIRON ;
- que la vérification des installations électriques de l'ensemble du site a été effectuée par deux techniciens habilités du site (bâtiment administratif puis zones inondées puis autres zones) ;
- que la vérification du bon état :

- des extincteurs,
- des RIA,
- des poteaux incendie,
- des postes de secours,
- de la détection incendie de l'atelier POLYMIR,
- de la réserve eau incendie,
- des prises d'eau dans le Ciron,
- de la sirène d'alarme,
- de l'intégralité des clôtures et portes,
- des portails d'accès,
- des dispositifs de protection contre la foudre,
- des groupes motopompe,
- des rétentions fixes et mobiles,
- des blocs autonomes d'éclairage de sécurité,
- des vannes de rejet,
- du groupe électrogène de secours,

a été effectuée le 24/02/2026 par l'exploitant, le 24/02/2026 ;

- que la vidange complète des rétentions, après examen de la qualité de l'eau, de l'ensemble des rétentions des capacités de stockage du site a été effectuée ;

- que l'intégralité des rétentions ayant subi la montée des eaux du Ciron a été vérifié par l'exploitant. Cette vérification n'a pas mis en évidence de non conformité. L'inspection des installations classées a vérifié par sondage l'état des rétentions de cuves aériennes de stockages de produits chimiques et de liquides inflammables et n'a pas mis en évidence de non conformité.

;

- qu'il n'y a pas, d'après l'exploitant, d'installations endommagées encourant à la sécurité du site.

Lors de l'inspection, le bassin de collecte des eaux pluviales et des eaux incendie n'avait cependant pas été vidés complètement. Il a fini d'être vidé dans l'après-midi. L'exploitant a fourni des photographies pour justifier cette vidange.

La remise en service des activités du site peut donc être effectuée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse du retour d'expérience de l'événement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du retour d'expérience de l'événement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une analyse détaillée de l'événement d'inondation lié à la crue du Ciron ayant affecté son installation. Cette analyse porte notamment sur la chronologie de l'événement, les niveaux de crue atteints, les impacts sur les installations et les stockages de substances dangereuses, ainsi que sur l'efficacité des mesures mises en œuvre.</p> <p>Cette analyse inclut un examen critique de ses moyens d'alimentation électrique de secours. À ce titre, l'exploitant précise notamment les caractéristiques du groupe électrogène présent sur site, ses conditions d'utilisation, son autonomie réelle et son adéquation aux besoins en situation d'inondation afin de maintenir le site en sécurité.</p> <p>Sur la base de cette analyse, l'exploitant définit et met en œuvre un plan d'actions visant à renforcer l'organisation du site face au risque d'inondation, comprenant a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition de niveaux d'alerte de crue objectifs, assortis de consignes opérationnelles ; - la fixation d'un seuil de crue déclenchant l'évacuation préventive des stockages de produits chimiques vers des zones situées hors d'atteinte de l'inondation sur site mais également l'évacuation préventive hors site au regard du manque de surface ainsi que des moyens de défense incendie dégradés (PI non accessibles en cas d'inondation); - la mise à jour du plan d'organisation interne, intégrant ces dispositions et les modalités de gestion associées. <p>L'analyse de l'événement, le plan d'actions et le plan d'organisation interne mis à jour sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il devait remettre une analyse de l'évènement, le plan d'actions et le plan d'organisation interne mis à jour, et transmettre ces documents à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois